

- *S'il vous plaît partager avec vos collègues et amis* -

Comment se sortir du piège de la croissance?

Une nouvelle approche des problèmes économiques, sociaux et environnementaux

Il semble que les nouvelles technologies puissent résoudre nos problèmes, et même que les voitures électriques et la 5G soient capables de sauver notre climat ! Par contre, on entend peu parler de notre système économique néolibéral et de ses défauts, à savoir la course forcée à la croissance à tout prix*, les marchés spéculatifs omniprésents et nos comportements de consommateurs-prédateurs. Les derniers à en parler sont les partis politiques.**

Aujourd'hui, nous sommes tous menés par l'argent et les circuits économiques. Ceux qui s'en sortent le mieux sont les plus cupides et les plus avarés. Le goût de la possession (Mammon) s'est répandu comme des métastases dans toutes les couches de la société. Le combat de tous contre tous se répand partout; la nature même en fait les frais. En jouant toujours sur les extrêmes, les politiciens et les journalistes alimentent continuellement cette maladie. Ils dressent les uns contre les autres les gauchistes contre les bourgeois, les protecteurs de la patrie contre l'aide aux migrants, les experts du climat Co2 contre les critiques de cette science, les critiques face à la 5G et la vaccination contre les lobbies de la téléphonie mobile et pharmaceutique, les activistes pour le climat contre les contribuables craintifs, les sympathisants de l'OTAN contre les personnes qui comprennent Poutine... Et on n'en finit pas de faire la liste. Derrière toute cette agitation, les puissances néolibérales étendent leurs empires dans l'ombre. (Où deux se disputent, le troisième se réjouit).

Le système économique basé sur l'argent est devenu d'une telle évidence que tous les peuples du monde, obnubilés, baissent l'échine sous les contraintes «naturelles» imposées. Quasiment tous les acteurs majeurs – politiciens, médias, tribunaux, responsables d'administration – se cachent la tête dans le sable, et par là, deviennent complices d'un système de croyances perverses, qui démolit les gens et détruit l'environnement... sans alternatives apparemment.

Il est vrai que des esprits clairvoyants tirent la sonnette d'alarme en nommant les dérives du système néolibéral: les églises, les travailleurs sociaux, les environnementalistes et les extrémistes (de tous bords d'ailleurs) cherchent à se faire entendre. En revanche, ils n'ont pas vraiment de propositions concrètes pour changer de système. Finalement, il ne serait pas très utile de jeter en prison les 10 millions de personnes les plus riches de la planète. Cela ne résoudrait rien, puisque tout le reste de l'humanité ne saurait pas non plus comment se sortir de ce dilemme.

Comment sortir de ce cercle vicieux si dangereux pour les humains et pour la planète?

Pour s'en sortir, il faudrait éviter que l'argent et les technologies gèrent toutes nos activités; au contraire, il faudrait mettre aux commandes des personnalités ayant déjà atteint une conscience des nouveaux enjeux. Nos sociétés disposent d'un potentiel de développement sur les plans social et spirituel quasiment infini. Au contraire, les possibilités de développement sur le plan matériel ne sont pas infinies. C'est aussi vrai pour les technologies alternatives, qui, bien que nécessaires, sont aussi en nombre limité. Dans les conditions actuelles, il est urgent de changer de paradigme!

Le premier pas est de regarder en face les aberrations du système actuel, qui représentent une menace existentielle, et de se déterminer: voulons-nous véritablement corriger ces aberrations? Au début du mouvement, seuls quelques individus seront vraiment disposés à comprendre les ressorts cachés du système actuel. Leur contribution sera de dresser de nouvelles «cartes topographiques» des voies menant à un futur agréable à vivre. Les personnes les plus facilement acquises à cette nouvelle réflexion seront issues des mouvements de protection de l'environnement et des milieux sociaux. Il faut espérer que les militants de la cause climatique, toujours plus nombreux, sauront se poser les vraies questions sur les limites du système actuel.

Pour illustrer mon propos, je vais maintenant esquisser quelques réflexions fondamentales et proposer quelques actions qui devraient à mon sens permettre de nous libérer des pièges décrits ci-dessus:

1. L'argent et le système économique doivent être au service des êtres humains et non l'inverse. Il vaut la peine de se rappeler de la pertinence des principes introduits par la Révolution française, à savoir:

liberté – égalité – fraternité. Il faut notamment insister sur le fait que la «**fraternité**» doit guider la vie économique. A quoi ressemblerait une économie «fraternelle»? Comment l'organiser? Comment satisfaire mutuellement nos besoins comme des frères et sœurs dans une fratrie? C'est ce que nous faisons déjà aujourd'hui en grande partie, grâce à notre répartition du travail: par exemple, un chauffeur de poids-lourd ne transporte pas les marchandises pour ses besoins personnels, mais pour d'autres membres de sa communauté. En réalité, nous ne défendons nos propres intérêts qu'au niveau de nos pensées et de nos sentiments. Celui ou celle qui agit au niveau de l'économie «réelle» agit mieux pour son voisin que celui qui spéculer sur l'augmentation de ses gains. Curieusement, la «**liberté**» exercée actuellement dans la vie économique du pays est très dommageable pour les individus. La notion de «**liberté**» devrait s'appliquer au contraire à la sphère intellectuelle, ce qui permettrait aux personnes d'être libres de choisir: qui, une religion; qui, une formation; qui, un domaine de recherche ou encore une branche artistique. Le principe de l'«**égalité**» fait typiquement partie de l'univers du droit et de celui de la politique. En réalité, qu'observe-t-on? Les institutions octroient-elles les mêmes droits ou ouvrent-elles les mêmes possibilités de développement pour chaque citoyen-ne? J'en doute! Vous le sentez vous-même, chère lectrice, cher lecteur: dans ces trois sphères – l'économie, le droit et les relations sociales –, un nouveau «Contrat social» est nécessaire. Cela passe par de nouveaux modes de pensées, de nouvelles postures intérieures, de nouveaux modes d'action. Une révolution! Pour être vraiment saine, la nouvelle économie devrait être associative. Cela signifie que tout le monde cherche à optimiser la satisfaction des intérêts de chacun: producteurs de biens, prestataires de services, commerçants, consommateurs. Tous ensemble! Un bon exemple de l'émergence de ce principe sont les nouveaux groupements d'agriculture contractuelle, qui resserrent les liens entre agriculteurs (de proximité) et consommateurs. Leur nombre est en forte croissance. Par ailleurs, il serait possible d'accélérer le processus de conversion en introduisant des taxes incitatives bien conçues: Il faudrait taxer fortement tous les produits ou gestes nuisant à la nature ou aux êtres humains. Voici quelques exemples:

- produire et répandre des produits chimiques phytosanitaires dans l'agriculture,
- exploiter des matières premières fossiles,
- concentrer en mains de quelques personnes des capitaux gigantesques,
- générer des ondes électromagnétiques néfastes pour la santé
- habiter dans un logement d'une surface supérieure à la moyenne.

A l'inverse, il s'agirait de récompenser par des bonus les gestes contribuant à protéger la nature ou à élever les êtres humains. Nous entendons par là des projets de formation ou de revitalisation d'éléments naturels, ou encore des initiatives de promotion du développement régional. Exempter d'impôts les personnes actives dans l'économie réelle.

2. Aujourd'hui, l'économie réelle est «aspirée» par des spéculateurs accrochés à leurs profits, qui n'hésitent pas à ponctionner même les structures sociales ou culturelles, ou à exploiter les écosystèmes naturels. Cette situation doit cesser au plus vite. (Pour rappel: aujourd'hui, la moitié du prix des biens et services finit dans la poche des spéculateurs; et le processus va en s'accéléralant!) De la même manière que les gains aux jeux d'argent sont actuellement fortement imposés, il s'agirait de prélever une taxe sur les mouvements d'argent (quelle que soit leur forme) et sur les gains spéculatifs. Imposer fortement les gains spéculatifs permettrait de maintenir dans l'économie réelle des sommes astronomiques. Ces montants pourrait alors être mis à disposition de projets socio-culturels, ou de travaux de reconstitution d'un environnement sain. En Suisse, des spécialistes de la finance (notamment le professeur Marc Chesney) veulent lancer une initiative visant à taxer à 0,03 % toutes les transactions financières (soit 3 centimes pour cent francs). Cette taxe minuscule rapporterait à elle seule environ 100 milliards de francs et pourrait remplacer entièrement la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que tous l'impôt fédéral. Il resterait même 20 milliards de francs à disposition pour d'autres tâches. Le défi consiste maintenant à récolter les 100'000 signatures nécessaires pour valider cette initiative, puis à défendre l'idée dans l'opinion publique lors de la votation, sachant que les dirigeants économiques et politiques actuels feront tout leur possible pour «couler» ce projet. Pourtant, il est facile d'expliquer aux acteurs de l'économie réelle et à la population les nombreux avantages de ce nouveau système. La microtaxe servira à ouvrir le débat, en vue de réformes plus profondes pour empêcher la spéculation. A propos du risque de voir les capitaux et les gros contribuables s'expatrier, les initiants ont pensé à des solutions praticables. Etant donné que les gains et l'épargne ne pourront plus s'évader dans les sphères spéculatives, d'énormes quantités d'argent seront disponibles pour toutes sortes de projets de développement. Les banques devront jouer un rôle de conseiller dans toutes les affaires d'attribution de crédits ou d'investissements. Aujourd'hui déjà, des pionniers prêtent de l'argent ou même font des dons pour des projets de développement ou de formation, ou pour des projets à caractère social ou environnemental. Citons la Freie Gemeinschaftsbank de Bâle ou les banques GLS en Allemagne.

3. Mais comment est-ce possible que l'attribution de crédits puisse mettre un terme à la course à la croissance prônée par les agents économiques. La première réforme serait de retirer aux banques commerciales le droit d'émettre de la monnaie par le biais des crédits. C'est aussi l'objectif des cercles qui promeuvent la monnaie pleine et la modernisation monétaire (MoMo). Il y aurait un moyen de mieux faire circuler l'argent: il suffirait d'introduire une «processus de vieillissement» - analogue à celui touchant les objets - qui ferait perdre lentement à l'argent immobilisé sa valeur. On parle aussi de «monnaie fondante». Un «intérêt pour le développement» de 1% par mois, par exemple, rendrait obsolète toute tentative d'enrichissement par immobilisation de capitaux, et redonnerait de la fluidité à l'argent. Une telle ponction d'argent va inciter fortement les investisseurs à réinjecter leur argent en permanence dans les circuits de l'économie réelle. Inévitablement, la question se posera alors: mais comment créer de l'argent s'il n'est plus possible de le faire en octroyant de nouveaux crédits? Réponse: c'est à la Banque centrale d'assumer cette fonction, en émettant juste la quantité d'argent nécessaire pour ne créer ni inflation, ni déflation. Résultat: le prix du panier-type de la ménagère ne devrait pas augmenter à moyen terme. Et en quel point du circuit économique le «nouvel argent» devrait-il être injecté? Réponse: il devrait être distribué à des institutions de formation ou à des citoyens talentueux ayant de nouvelles idées pour développer des projets préparant notre avenir. Ce serait une façon élégante de soutenir la culture et de protéger l'environnement, tout en créant un grand nombre de places de travail intéressantes, car visant à promouvoir un meilleur avenir. De cette façon, on peut arrêter la course folle à la croissance continue, qui est dommageable pour l'environnement. Et qui serait responsable de distribuer équitablement ce nouvel argent? En tout cas pas les hommes ou femmes politiques, car ils et elles sont trop intéressé-e-s à récolter de nouveaux suffrages pour les prochaines élections. Mais pourquoi pas donner cette tâche à des personnes désintéressées (Conseil culturel ou un Conseil environnemental) ? Les membres d'un tel Conseil devraient avoir la capacité d'identifier les besoins de la société ou de la nature, et d'imaginer un mécanisme d'attribution de ces fonds. Par exemple, il pourrait offrir à chaque citoyen des «bons de formation» lui permettant d'entrer dans l'institution de son choix pour compléter sa formation. Il serait aussi intéressant de créer des «monnaies locales» différentes d'une région à l'autre, ce qui aurait pour effet de stimuler la «renaissance» économique régionale.
4. Si de telles propositions étaient mises en œuvre, la société pourrait reprendre le contrôle du système financier, lequel perdrait son autonomie et son pouvoir destructeur actuel. Pour réussir une telle reconversion, il sera nécessaire de construire de larges alliances entre groupes poursuivant des mêmes intérêts. Aujourd'hui, ces différents groupes d'intérêts défendent prioritairement leur identité propre; demain, ils devront comprendre que seule une alliance entre eux sera capable de damer le pion à la dictature des milieux financiers. Il serait notamment de la plus grande importance que les activistes de la défense du climat rejoignent une telle alliance. Ils feraient bien de réaliser que le succès de leur cause est directement lié à l'abandon du système financier néolibéral actuel. Dans l'idéal, la Suisse pourrait se montrer pionnière en introduisant un nouveau système économique et monétaire à l'intérieur de ses frontières. Les avantages qu'en retireraient la population et l'environnement seraient vraisemblablement si importants que d'autres pays s'inspireraient du système suisse.

La polarisation des esprits est un grand risque dans le processus de reconversion nécessaire. Nous devrions prendre garde à ce piège si nous voulons piloter le processus en conservant toutes nos capacités intellectuelles, sans nous laisser prendre par nos émotions. Un des dangers est de prendre pour argent comptant toutes les informations diffusées par les médias, de quelque bord qu'elles proviennent. En règle générale, la «vérité» ne se laisse reconnaître qu'en multipliant les points de vue. Par ailleurs, il est très préoccupant de constater que l'analyse des problèmes systémiques que nous venons d'esquisser n'est quasiment pas reconnue par les autorités, et les solutions proposées, encore moins. Pourtant, il est capital de comprendre le dessous des cartes et les enjeux globaux. En effet, les élites de la finance mondialisée vont développer la grande artillerie contre tous ceux qui tenteront de réformer le système. Et ils seront aidés par les milieux politiques et par les médias. Une de leurs armes les plus redoutables est celle de dénigrer les milieux proposant une réforme et de semer la discorde dans les esprits du public. Il sera des plus urgent de disposer de médias indépendants, libérés de la tutelle des possédants et des médias partisans, menacés dans leurs intérêts.

Si nous devons échouer dans notre tentative de neutraliser la pieuvre de la finance mondialisée, nous risquons d'être embarqués, à moyen ou long terme, dans un chaos global lourd de conséquences. Si un tel crash a lieu, il faudra, pour reconstruire un système global viable, s'appuyer sur les modèles économiques alternatifs et sur les microstructures sociales, environnementales ou financières qui auront fait leurs preuves à l'échelon local ou régional. En cas d'échec, il y a fort à parier que les anciennes élites s'empresseront de reconstruire l'ancien système néolibéral, mais de façon encore plus dictatoriale qu'aujourd'hui. Dans cette perspective – et sans se poser la question de notre succès ou de nos échecs –, nous devrions nous engager activement dès aujourd'hui, à l'échelle locale ou régionale, pour construire des systèmes nouveaux susceptibles de maintenir en vie notre planète.

Force est de constater que les anciens schémas mentaux à caractère matérialiste et les vieilles structures sociales ayant provoqué les ennuis que nous connaissons actuellement ne sont pas adaptés pour nous aménager un avenir plus rayonnant. Nous avons un urgent besoin de voir émerger des personnalités indépendantes engagées, capables de réinventer nos structures pour préserver l'avenir. Ces personnes devraient pouvoir se nourrir dès aujourd'hui sainement et ne pas être perturbées dans leur être profond par des radiations ou des ondes nocives de plus en plus fréquentes dans notre environnement. De même, il faut espérer qu'à travers des méditations ciblées, il soit possibles à certains d'entre nous de faire émerger des idées entièrement nouvelles issues des sphères spirituelles. Des intuitions désintéressées puissantes émergeant au cours de telles méditations seront les clés de notre avenir. J'ai personnellement confiance dans les potentiels sociaux et spirituels de l'Humanité, qui sont immenses. (Je ne parle pas ici des méditations narcissiques à la mode, visant à accroître le bien-être personnel. Ces procédés conduisent souvent les pratiquants à se fourvoyer dans des mondes illusoires.)

Une de nos tâches fondamentales sera également de reconstituer la couche d'humus dans nos sols agricoles. En nous engageant dans cette voie, nous serons récompensés par la diminution des quantités de CO2 dans l'air, par un environnement beaucoup plus riche en espèces, par des aliments plus sains et par un plaisir renouvelé à découvrir notre pays – à pied ou à vélo – avec nos enfants et avec nos amis et collègues pareillement intéressés par l'agriculture solidaire.

***Croissance à tout prix** Aujourd'hui, l'argent est créé pour 90% par les banques commerciales par le biais du système d'endettement. Etant donné qu'un débiteur doit rendre à la banque plus d'argent qu'il n'en a reçu, il doit trouver cet argent supplémentaire dans le marché. Le marché – c'est-à-dire toute notre société – est donc contraint de créer toujours plus d'argent par le moyen de nouvelles dettes. Pour éviter que ce château de cartes financier ne s'écroule, les banques gavent le marché avec de l'argent en excès. Mais la plus grande partie de cet argent est recyclé dans les marchés spéculatifs. Les intérêts négatifs affectant actuellement les crédits sont une incitation supplémentaire à poursuivre ces excès. Cette contrainte de croissance financière et économique ne peut que déboucher sur un effondrement général. Il en résultera un chaos monstrueux avec des millions de victimes humaines. Pour repousser la perspective de l'effondrement, les banques alimentent l'endettement à outrance. Par ailleurs, les guerres sont utiles car elles détruisent des quantités astronomiques de valeurs... ce qui permettra de relancer la pompe à fric. Même si nos sociétés réussissaient à prolonger de 10 ou 20 ans ce système financier, il est vraisemblable que de larges secteurs de la vie sociale deviennent invivables. Aujourd'hui déjà, une énorme pression – et parfois la désintégration – menace à l'échelle planétaire des systèmes sociaux, des systèmes environnementaux, des réseaux de santé, des institutions de formation, des systèmes de transport, des réserves de matières premières, des systèmes d'alimentation (eau, gaz, électricité, etc.), des systèmes de dépollution ou d'élimination des déchets. Ces effondrements lancent sur les routes de l'exil des colonnes de plus en plus longues de migrants.

******Les excès de spéculation (faire de l'argent avec l'argent) conduisent à «siphonner» toujours plus l'économie réelle et la vie culturelle, et à ponctionner la nature. La spéculation foncière et immobilière appartient à la même catégorie, conduisant à une augmentation constante des loyers et des fermages. (Pour rappel: aujourd'hui, la moitié du prix des biens et services finit dans la poche des spéculateurs.) Aujourd'hui, il y a 70 fois plus d'argent circulant dans la bulle spéculative que dans l'économie réelle. (Pour mémoire: jusqu'en 1980, l'économie réelle était encore plus forte que l'économie spéculative.) La population active est en train de perdre non seulement son argent, mais également le pouvoir économique et politique lié systématiquement à l'argent, pouvoir récupéré par les spéculateurs de tous bords. En conclusion: la démocratie ne fonctionne plus.

Uwe Burka est conseiller international (développements régionaux-environnement, écologie, économie, social) . Il a contribué à lancer deux projets de vie communautaire à caractère socio-écologique fonctionnant sur la base d'un nouveau système économique. Dans son dernier livre intitulé «Jeder kann die Zukunft mitgestalten» (Chacun peut contribuer à construire l'avenir), il développe son analyse des problèmes actuels et propose des issues. Son livre peut être obtenu gratuitement ou être téléchargé à l'adresse suivante: www.aktivZUKUNFTsichern.com Dans l'Oberland bernois, il dirige un projet visant à créer une monnaie locale fondante dont l'unité de base est un «panier de la ménagère» prédéfini contenant des produits de l'agriculture biologique.

Uwe Burka collabore avec Jens Martignoni, auteur du livre intitulé «Das Geld neu erfinden» (Réinventer l'argent). Ensemble, ils préparent un nouvel organe de conseil et de coordination pour la promotion de nouvelles structures économiques et de monnaies locales. Ils travaillent également de concert avec les fondateurs du système de facturation alternatif Sardex développé en Sardaigne, et auquel se sont déjà rattachées 4'000 entreprises. Même si les nouveaux systèmes ne peuvent au début être institués qu'à l'échelle régionale et en parallèle au système traditionnel, ils cherchent à généraliser leurs idées, en lançant, par exemple une «monnaie culturelle» soutenant le développement pour l'homme et la nature.

- S'il vous plaît partager avec vos collègues et amis -